



AUDA-NEPAD
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE

ABNE

Réseau Africain d'Expertise
en Biosécurité

&

IVM

Gestion Intégrée
des Vecteurs

Africa Biosafety Watch Bulletin d'Info

Juil. 2021 - Oct. 2021



Managing Editor:

Dr Jeremy T. Ouedraogo



Editorial Team:

Mr Samuel Timpo
Dr Moussa Savadogo
Mr Jean W. Kebere



abne@nepad.org



+221 (0) 33 859 18 79



<https://www.nepad.org/programme/african-biosafety-network-of-expertise-abne>

Sommaire

Règlementation sur le Gene Drive : Formation initiale pour le Comité institutionnel de biosécurité de l'Université de Bamako 2

Appui technique pour l'élaboration d'un document d'orientation sur l'édition du génome au Burkina Faso 3

Formation sur la biosécurité axée sur les événements de modifications de traits géniques empilés en Éthiopie 5

Session de travail de la plateforme IVM au Burkina Faso 6

Kenya : sensibilisation sur la biosécurité et la biotechnologie du manioc résistant aux virus 8

Forum de sensibilisation des leaders d'opinion au Nigeria 9

Renforcement des capacités en matière de biosécurité axée sur les événements de modifications géniques empilées au Malawi 10

Le Nigeria approuve la commercialisation du maïs tolérant la sécheresse et résistant aux insectes 10

La RDC s'exprime au nom des États africains lors de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité à Kunming, en Chine 11

Règlementation sur le Gene Drive : Formation initiale pour le Comité institutionnel de biosécurité de l'Université de Bamako



Photo de groupe des experts et membres du Comité institutionnel de biosécurité à l'Université de Bamako

Le programme IVM de AUDA-NEPAD a apporté son appui à l'Université de Bamako et le Comité national de biosécurité pour l'organisation d'une session de formation initiale pour les membres du Comité institutionnel de biosécurité (IBC) récemment créé à l'Université des Sciences, Techniques et Technologies (Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (USTTB) du 20 au 21 septembre, à Bamako, Mali.

L'objectif principal de la formation était de renforcer les capacités des membres nouvellement nommés du Comité institutionnel public de biosûreté et de biosécurité de l'USTTB (CIPBB) et de réfléchir à l'opérationnalisation du comité. La réunion visait spécifiquement à (i) présenter aux membres du CIPBB les bases de la technologie Gene Drive et ses applications potentielles pour la lutte contre les vecteurs du paludisme, (ii) le contexte général lié au développement de stratégies innovantes pour l'élimination du paludisme, (iii) des éléments spécifiques de la

gouvernance internationale pertinente pour la technologie Gene Drive. Parmi les autres objectifs figuraient la familiarisation des membres du CIPBB avec le cadre réglementaire de biosécurité en vigueur au Mali, leur mise à jour par apport aux recherches en cours sur les moustiques GM dans le pays et l'ouverture d'une plateforme de discussion sur les rôles et responsabilités attendus du CIPBB conformément aux dispositions réglementaires.

La réunion a été ouverte conjointement par le vice-recteur adjoint de l'USTTB, président du comité institutionnel de biosécurité, au nom du vice-recteur, et le représentant du programme IVM d'AUDA-NEPAD. La formation a été techniquement dispensée conjointement par l'équipe IVM d'AUDA-NEPAD et des experts de l'Agence de biosécurité du Burkina Faso. Au-delà de la formation, la rencontre a été une excellente occasion pour les parties prenantes maliennes de discuter des questions globales associées à la loi malienne de 2008 sur la biosécurité. Un consensus s'est dégagé sur la



Vue d'une partie des participants au cours de la rencontre

nécessité de revoir la loi et de l'aligner sur le nouveau contexte et les nouvelles exigences. Des inquiétudes ont également été soulevées concernant les faibles liens entre les divers organes au sein du système national de biosécurité, en particulier entre le CIPBB et le comité national de biosécurité.

Le CIPBB de l'USTTB a été créé par décision du vice-recteur en mars 2021 après un long processus commencé en 2015. Il a une portée plus large que les Comités institutionnels de biosécurité habituels et couvre non seulement la biosécurité mais aussi la biosûreté. L'USTTB héberge le Centre de recherche et de formation sur le paludisme qui travaille actuellement sur les moustiques génétiquement modifiés pour

développer la technologie Gene Drive. La loi de 2008 sur la biosécurité de la République du Mali prévoit que les institutions engagées dans la biotechnologie moderne doivent établir un comité public institutionnel de biosécurité. Ainsi, le comité universitaire est nommé Comité Institutionnel Public de Biosécurité et Biosûreté (CIPPB).

De nombreuses autres formations et sensibilisations sont nécessaires pour assurer une plus grande sensibilisation à la lutte antivectorielle utilisant la technologie génétique et à ses applications pour la santé humaine. Le programme IVM d'AUDA-NEPAD apportera le soutien nécessaire à un système de régulation robuste au Mali.

Appui technique pour l'élaboration d'un document d'orientation sur l'édition du génome au Burkina Faso

AUDA-NEPAD en partenariat avec l'Agence Nationale de Biosécurité (ANB), au Burkina Faso, a fourni un appui technique pour l'élaboration d'un document d'orientation sur l'édition du génome à Bobo-Dioulasso, du 16 au 20 août 2021. Les participants étaient des régulateurs de la biosécurité de l'ANB, des chercheurs de l'Institut de recherche agricole (INERA), de l'Institut de recherche en santé (IRSS) et de l'Université, et des agents du comité d'éthique.

Les principaux objectifs de cette rencontre étaient de partager les dernières informations sur les technologies émergentes, notamment la biologie synthétique, le

Gene Drive et l'édition des gènes, et de fournir le contexte technique approprié pour l'élaboration du document d'orientation spécifique. La réunion visait également à examiner les instruments et pratiques réglementaires existants dans le pays et à discuter des lacunes devant être comblées avant le lancement du processus d'élaboration du document d'orientation sur l'édition du génome.

Au cours de la réunion, des sujets clés tels que l'édition de gènes avec une étude de cas sur le riz, le Gene Drive avec une étude de cas sur les moustiques vecteurs du paludisme ont été présentés. Un aperçu des



Photo de groupe des participants au cours de la rencontre, 17 août 2021, Bobo-Dioulasso

négociations internationales en cours sur les technologies émergentes dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et une révision des réglementations nationales ont également été abordées. Comme résultat clé de la réunion, un projet zéro du document d'orientation sur l'édition du génome a été développé et pré-validé par le groupe.

Le Burkina Faso, comme de nombreux autres pays, s'efforce de rattraper son retard sur les technologies émergentes, en évolution rapide dans le monde, en mettant constamment à jour et en consolidant son système de réglementation nationale. Peu de temps après l'adoption du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, le pays a mis en place un système permettant d'explorer la biotechnologie moderne et les technologies émergentes connexes afin de relever ses défis socio-économiques.

Récemment, dans le cadre du Rice International Research Consortium, l'Institut burkinabé de recherche agronomique (INERA) a commencé des expériences avec des lignées de riz génétiquement modifiées à l'aide de la technique d'édition du génome pour la résistance aux maladies bactériennes qui sont la principale menace pour la production de riz dans le monde et en Afrique. Certaines des souches les plus virulentes de la bactérie *Xanthomonas oryzae* à l'origine de la maladie se trouvent au Burkina Faso.

L'édition de gènes a récemment suscité beaucoup d'intérêt dans le monde grâce à l'avènement de la technologie CRISPR-Cas9. Dans le même temps, cela soulève des défis réglementaires qui alimentent les discussions aux niveaux international, régional et national. Dans la plupart des régions du monde, des instruments réglementaires sont élaborés ou mis à jour pour s'adapter à ces technologies émergentes. En Afrique, le Nigeria et le Kenya ont travaillé dur au cours des derniers mois pour développer leurs directives nationales sur l'édition du génome. L'Agence nationale de biosécurité (ANB) du Burkina Faso vient de solliciter l'appui d'AUDA-NEPAD pour lancer des consultations en vue de l'élaboration de directives nationales sur l'édition de gènes.

Outre l'ordre du jour principal de la réunion d'appui technique, l'équipe d'AUDA-NEPAD a visité les expériences de riz génétiquement modifié sous serre à Bobo-Dioulasso et a échangé avec le chercheur principal sur les données préliminaires collectées. L'équipe a également rendu une visite de courtoisie au directeur de l'Institut de recherche en santé (IRSS) et a transmis les appréciations et les félicitations d'AUDA-NEPAD à l'équipe de recherche qui a récemment reçu l'approbation réglementaire pour démarrer la phase 2 du développement de la technologie Gene Drive.



Deux groupes de travail distincts ont travaillé en session pour produire le projet de document d'orientation

Formation sur la biosécurité axée sur les événements de modifications de traits géniques empilés en Éthiopie

AUDA-NEPAD ABNE, en partenariat avec l'organisme national de réglementation de la biosécurité et ses partenaires, a organisé un atelier de formation sur la biosécurité sur les événements de modifications géniques empilées, du 21 au 23 juillet 2021 en Éthiopie. L'objectif clé de cette formation était de renforcer les capacités des principales parties prenantes sur le développement de traits géniques empilés et la gestion réglementaire.

32 participants ont assisté physiquement à la formation. Ils comprenaient des membres du Comité consultatif national sur la biosécurité et des chercheurs issus de quelques centres de recherche agricole du pays ainsi que d'autres institutions telles que l'Institut éthiopien de biotechnologie.

La formation a été animée par des experts d'AUDA-NEPAD et d'autres institutions internationales qui, pour la plupart d'entre eux, ont participé virtuellement à la réunion. Cette réunion était la bienvenue et elle a permis d'améliorer la capacité des principales parties prenantes, en particulier la réglementation des événements de traits géniques empilés, juste au moment où l'Éthiopie se prépare à examiner sa première demande de traits géniques empilés de décider de la suite à donner à ce dossier.

Grâce aux soutiens successifs des services de biosécurité fournis par AUDA-NEPAD et ses partenaires, l'Éthiopie a progressivement été en mesure d'améliorer son système de réglementation de la biosécurité, ce qui lui a permis d'introduire et d'adopter en toute sécurité des cultures biotechnologiques pour le développement agricole et économique. L'Éthiopie a déjà commercialisé du coton Bt et est en train d'examiner une demande de dissémination environnementale de maïs génétiquement modifié résistant à la sécheresse et aux insectes, dans un contexte où la sécheresse et la chenille légionnaire causent de lourdes pertes dans les fermes africaines.



Une vue des participants à la rencontre

Session de travail de la plateforme IVM au Burkina Faso

AUDA-NEPAD en partenariat avec l'Agence Nationale de Biosécurité (ANB) et les Institutions partenaires de la Gestion Intégrée des Vecteurs (IVM) au Burkina Faso a tenu une session de travail du 9 au 10 septembre à Loumbila, Burkina Faso.

La plateforme IVM est multisectorielle et multidisciplinaire et comprend des représentants du secteur de la santé, de l'environnement, de la science et de l'innovation, de la biosécurité et de la communication. La coordination de la plateforme est assurée par le Centre National de Recherche et de Formation sur le Paludisme (CNRFP) relevant du Ministère de la Santé, tandis que l'Agence Nationale de Biosécurité (ANB) en collaboration avec le Bureau AUDA-NEPAD au Burkina Faso en assure le secrétariat.

La retraite de travail de deux jours a été organisée pour les membres de la plateforme afin de partager des informations récentes sur les technologies émergentes liées à la santé et de discuter des stratégies d'opérationnalisation.

L'organisation de la session de travail a été une grande réussite car elle a montré la preuve du processus d'opérationnalisation de la plateforme nationale de GIV au Burkina Faso et également la preuve de l'engagement

des principaux représentants du secteur, y compris le ministère de la santé à travers le CNRFP, le ministère de l'Environnement représenté par le chef des traités internationaux, le point focal de la CDB, le protocole de Nagoya sur le partage des avantages, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la science et de la technologie représenté par l'Agence de biosécurité, l'Institut de recherche agricole et l'Institut de recherche sur la santé.

Les participants à la réunion ont adopté le plan de travail proposé par l'équipe de base de la plateforme et ont fait des recommandations pour renforcer la plateforme. Il s'agit notamment de finaliser des accords avec AUDA-NEPAD pour fournir des ressources au ministère de la Santé à travers le CNRFP pour assurer l'appropriation nationale de la plateforme, fournir un soutien pour développer des supports de communication avec des messages harmonisés qui s'alignent sur les déclarations officielles soutenant la technologie Gene Drive et accélérer la mise en œuvre du plan d'action de la plateforme. AUDA-NEPAD continuera à fournir un appui technique à la plateforme IVM au Burkina qui sert de pilote et qui vise à être un modèle pour d'autres pays africains.

Photo de groupe des participants pendant la séance de travail.



Réunion de renforcement des capacités sur la réglementation de la technologie de traits empilés de gènes au Nigéria



Photo de groupe des participants qui étaient physiquement présents à la rencontre

AUDA-NEPAD ABNE, en partenariat avec l'Agence nationale de gestion de la biosécurité (NBMA) au Nigeria et d'autres partenaires, a organisé une réunion de renforcement des capacités sur la réglementation de la technologie de traits empilés de gènes du 27 au 27 juillet à Abuja, au Nigeria.

La réunion de deux jours a réuni des acteurs de la biotechnologie et de la biosécurité des ministères de tutelle, des agences sœurs et des partenaires internationaux qui se sont joints en ligne.

Dans son allocution d'ouverture, le Dr Rufus Ebegba, directeur général de la NBMA, a déclaré que « les organismes à gènes empilés ne sont en rien différents de ce que nous avons eu au fil du temps et la technologie est un pas de plus dans la manipulation des gènes des organismes pour des avantages certains. C'est une modification qui intervient sur plus d'un gène dans un organisme particulier ». Il a également ajouté qu'à partir du mois prochain, l'Agence commencerait le processus de rédaction de directives pour une utilisation sûre de la technologie génétique à traits empilés dans le pays. Il a rassuré les Nigériens des efforts de la NBMA pour garantir que les OGM considérés comme dangereux ne soient pas autorisés dans le pays, et que le Nigéria continuera à adopter de nouvelles technologies qui contribueraient à faire avancer le pays, à assurer l'auto-suffisance alimentaire et à stimuler l'économie.

Le Dr Jeremy Ouedraogo, chef du Réseau africain d'expertise en biosécurité d'AUDA-NEPAD, a félicité le Nigéria pour les efforts déployés au fil des ans pour mettre en place le cadre réglementaire nécessaire à une utilisation sûre de la biotechnologie. «Le Nigeria montre la meilleure façon de faire les choses en veillant à la sécurité dans l'adoption de meilleures technologies pour l'avenir ; c'est pourquoi l'AUDA-NEPAD est heureux de participer à l'élaboration d'un document d'orientation qui ferait avancer le processus», a-t-il déclaré.

Le Dr Matthew Dore, représentant national du Programme pour les systèmes de biosécurité a reconnu l'effort considérable de la NBMA au cours de ses six années d'existence et a encouragé l'Agence à maintenir son rythme pour rester une des locomotives de l'Afrique en matière de biosécurité. Il a souligné que la NBMA, sous les auspices de l'Honorable Ministre de l'Environnement, avec l'énorme soutien du gouvernement a accompli beaucoup et a rendu le Nigeria fier parmi les autres pays d'Afrique et au-delà.

Kenya : sensibilisation sur la biosécurité et la biotechnologie du manioc résistant aux virus

AUDA-NEPAD, en partenariat avec l'Autorité nationale de biosécurité du Kenya et d'autres partenaires, a organisé une rencontre de sensibilisation sur la biosécurité et la biotechnologie du manioc résistant aux virus pour l'Afrique (VIRCA-résistant à la maladie du virus de la striure brune) au profit des acteurs de la région côtière de Mombasa couvrant trois comtés de Kwale, Kilifi et Mombasa du 5 au 6 octobre 2021 à Mombasa, au Kenya.

Cette rencontre a réuni 19 participants au total, dont des représentants des agriculteurs du comté de Kwale, Mombasa et Kilifi. Étaient également présents des scientifiques du manioc, le directeur du KALRO Biotech Center et chercheur principal de VIRCA, le sélectionneur de manioc côtier, des représentants de l'Autorité nationale de biosécurité du Kenya, y compris le Directeur général, le personnel d'AUDA-NEPAD et un représentant du Programme pour les systèmes de biosécurité.

Le projet VIRCA est un programme collaboratif des instituts nationaux de recherche agricole, notamment KALRO du Kenya, l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) d'Ouganda et le Donald Danforth Plant Science Center, États-Unis.

L'Organisation de recherche agricole et animale du Kenya (KALRO) a soumis une demande de dissémination dans l'environnement de manioc génétiquement modifié résistant aux maladies à l'Autorité nationale de biosécurité (NBA) du Kenya et la demande a été approuvée pour les essais nationaux de performance. La dernière étape avant la commercialisation éventuelle du manioc génétiquement modifié (GM) au Kenya est l'approbation par le comité national de diffusion des variétés de semences. Le but de cette réunion était de créer une prise de conscience et une large information des acteurs avant la commercialisation du manioc GM dans la région côtière du Kenya.



Dr Silas Obukosia, chargé principal de programme à AUDA-NEPAD et Prof. Dorington Ogoyi, Directeur General de NBA Kenya

Forum de sensibilisation des leaders d'opinion au Nigeria



Photo de groupe des participants au cours du forum

AUDA-NEPAD ABNE en partenariat avec l'Agence nationale de gestion de la biosécurité au Nigeria a organisé un forum de sensibilisation pour éduquer les parties prenantes et les leaders d'opinion sur la biosécurité (sécurité et réglementation des OGM) le 19 juillet 2021 à Lagos.

Les principaux acteurs et personnel des médias, comprenant quarante (40) participants, ont participé à l'atelier de sensibilisation. Les commissaires des ministères de la santé et de l'agriculture de l'État de Lagos étaient également représentés. Des présentations très informatives ont été faites sur une vue d'ensemble de la biotechnologie moderne, de ses produits et des préoccupations en matière de biosécurité ; sécurité des aliments génétiquement modifiée ; la biosécurité en tant qu'impératif du développement socio-économique ; pratique mondiale en matière de biosécurité ; et le rôle des médias dans la communication sur la biosécurité.

Cela a été suivi d'une session interactive où les questions et commentaires ont été abordés pour une meilleure compréhension des participants. Cela a abouti à une meilleure compréhension de la réglementation sur la biosécurité dans le monde et dans le pays. Les professionnels des médias ont décidé de fournir le soutien nécessaire et d'assurer une communication publique juste et factuelle sur ces questions à l'avenir.

Le Nigeria approuve la commercialisation du maïs tolérant la sécheresse et résistant aux insectes

Suite à la soumission d'une demande par l'African Agricultural Technology Foundation (AATF) pour la commercialisation du maïs tolérant la sécheresse et résistant aux insectes (TELA), la demande a été examinée par le Comité national de biosécurité (NBC) puis l'Agence nationale de gestion de la biosécurité (NBMA) du Nigeria a organisé une présentation publique sur la technologie. À la suite de cette réunion publique, la NBMA a délivré un certificat de permis approuvant la demande le 8 octobre 2021.

Après l'approbation du coton Bt et du niébé Bt ces dernières années par le Nigeria, le maïs tolérant la sécheresse et résistant aux insectes est la troisième culture à être commercialisée dans le pays et le Nigeria devient ainsi le deuxième pays africain à atteindre le stade de commercialisation du maïs Bt après l'Afrique du Sud. Cela montre clairement un fort engagement du pays à exploiter en toute sécurité les opportunités scientifiques et technologiques pour son développement.

Renforcement des capacités en matière de biosécurité axée sur les événements de modifications géniques empilées au Malawi

Le Département en charge des questions environnementales au Malawi, avec le soutien de AUDA-NEPAD, de PBS et d'autres partenaires, a organisé un atelier de formation de deux jours sur la biosécurité axé sur les événements de modifications géniques empilées, du 7 au 8 septembre 2021, à Lilongwe au Malawi. Les participants à cette réunion provenaient du bureau du registraire de la biosécurité, des membres du Comité national de réglementation de la biosécurité (NBRC) et de l'Agriculture Technology Clearing Committee (ATCC).

La formation a été animée par des animateurs internationaux et locaux. Les facilitateurs principaux

venaient du AUDA-NEPAD/ABNE tandis que les autres facilitateurs internationaux venaient d'Australie, d'Argentine, du Canada et d'Afrique du Sud. En raison de la pandémie de covid-19, les animateurs internationaux et quelques participants y ont assisté virtuellement tandis que les animateurs locaux et les autres participants y ont assisté en personne. Des présentations, des études de cas et des discussions de groupe ont été les principales méthodes utilisées pour dispenser la formation.

Les présentations ont donné un aperçu des activités réglementées en vertu de la loi actuelle sur la biosécurité, notamment l'importation d'OGM, les essais (recherche),



Photo de groupe des participants à la rencontre.



Un des 2 groupes de travail formés durant la rencontre.

les essais en champ confiné, les essais en champ à plusieurs emplacements et la dissémination générale. La sélection de caractères empilés étant nouvelle au Malawi, la présentation a souligné qu'elle peut être soumise à une évaluation des risques tout comme les autres OGM. Cependant, il a été relevé que les décisions en matière de biosécurité sont fondées sur des preuves scientifiques et que les décisions sont prises en compte sur une évaluation des risques au cas par cas, en se concentrant également sur l'historique de l'utilisation sûre de chacun des produits à caractère unique et les effets involontaires du produit à caractère empilé sur les organismes non visés.

La formation s'est clôturée par l'allocution de M. Benon Yassin, directeur adjoint du département des affaires environnementales. Dans son allocution, il a remercié les facilitateurs pour les connaissances partagées qui sont essentielles pour les régulateurs en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés. Il a remercié tous les participants pour le dévouement dont ils ont fait preuve pendant la formation et les a exhortés à parcourir le matériel fourni après la formation pour rafraîchir et maîtriser les sujets appris. Il a enfin remercié tous les partenaires et en particulier Michigan State University et AUDA-NEPAD/ABNE pour leurs soutiens technique et financier respectivement.

La RDC s'exprime au nom des États africains lors de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité à Kunming, en Chine

La 15e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15) s'est ouverte le 11 octobre 2021 à Kunming, en Chine. La COP15 se tient en même temps que la 10e rencontre de la Conférence des Parties servant de réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CP-MOP 10), et la 4e rencontre de la Conférence des Parties servant de réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (NP-MOP 4). Les réunions se déroulent en deux phases, une phase en grande partie virtuelle du 11 au 15 octobre (y compris un segment de haut niveau du 12 au 13 octobre) et une réunion en personne de la phase 2 à Kunming, du 25 avril au 8 mai 2022.

Le thème de la COP15 est « Civilisation écologique : Construire un avenir commun pour toute la vie sur Terre ». La cérémonie d'ouverture a été présidée par SE Huang Runqiu, ministre chinois de l'Écologie et de l'Environnement. Y étaient physiquement présents certaines Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et des observateurs du monde entier ainsi que des fonctionnaires du Secrétariat de la CDB ainsi que virtuellement de nombreuses autres Parties et observateurs qui n'ont pas pu être présents en personne en raison de la pandémie du COVID-19.

Mme Elizabeth Maruma Mrema, actuelle Secrétaire exécutive de la CDB a félicité la Présidente de la COP précédente, Dr Yasmine Fouad, Ministre de l'Environnement de l'Égypte, et son équipe pour leur

grand dévouement en collaboration avec le gouvernement de la Chine et le Bureau de la CDB pour rendre possible la COP15 malgré les défis de notre temps. Mme Mrema a également souligné l'importance d'atteindre la vision 2050 de vivre en harmonie en inversant la perte de biodiversité et en mettant la biodiversité sur la voie de la restauration d'ici 2030, au plus tard.

Mme Inger Andersen, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a relevé dans son allocution que le monde ne peut plus compter sur la biodiversité pour fonctionner comme une horloge et fournir ce dont l'humanité a besoin pour survivre et elle a réitéré la nécessité d'actions claires et tangibles pour mettre en place le cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 qui place la nature au cœur de la prise de décision.

Au cours de cette session, les représentants de chaque région du monde ont eu la parole pour faire des déclarations au nom de leurs régions. L'actuel président de l'Union africaine, la République démocratique du Congo, a lu une déclaration au nom de la région africaine.

Dans sa déclaration, M. Mike Ipanga a félicité le ministre chinois de l'Écologie et de l'Environnement pour son élection à la présidence de la COP15 et l'a rassuré de l'engagement du continent africain à le soutenir dans sa noble mission d'aider à trouver les meilleures solutions pour la protection de la biodiversité. « L'Afrique abrite une riche biodiversité qui agit comme un tampon contre le changement climatique. Néanmoins, la région est confrontée aux défis de la perte de biodiversité, du changement climatique et des impacts y afférent », a-t-il déclaré. Il a en outre déclaré que l'humanité est à la croisée des chemins pour sauver la planète, une maison en feu, et que des mesures urgentes doivent être prises pour les générations présentes et futures. « Le cadre mondial de la biodiversité post-2020 est une opportunité pour nous de réaffirmer notre engagement collectif à inverser la perte de biodiversité et à développer une approche holistique collaborative et coordonnée pour lutter non seulement contre la perte de biodiversité mais aussi contre le changement climatique. Un cadre mondial de la biodiversité post-2020, qui soit plus robuste, ambitieux, réaliste et réalisable avec les moyens et les ressources nécessaires à sa mise en œuvre devrait être notre objectif ultime », a-t-il ajouté.

Le Groupe africain de négociateurs, soutenu par le secrétariat coordonné par la Commission de l'Union africaine et l'AUDA-NEPAD, travaille main dans la main pour contribuer efficacement aux discussions, négociations et décisions mondiales visant à protéger les intérêts de l'Afrique en matière de biodiversité, de biosécurité et d'accès et partage des avantages des ressources génétiques.



SE Huang Runqiu, Ministre de l'Écologie et de l'Environnement de Chine, Président de la COP15



Mr. Mike Ipanga Mwaku, Président du Groupe Africain des Négociateurs de la CDB